	<p align="center">Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</p> <p align="center">Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p> <hr/> <p align="center">Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>
---	--







En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale

Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Commune de COLOMBIER SAUGNIEU
SIRET/SIREN
21690299900095
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
14 Rue de la Mairie 69124 Colombier-Saugnieu 04 78 32 80 17 respurba@mairie-colombiersaugnieu.fr pour le suivi de ce dossier
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
Monsieur Pierre MARMONIER (Maire)
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
Florence GUILLON, Responsable du service urbanisme et développement durable
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
Tel : 06 31 63 04 82 ou respurba@mairie-colombiersaugnieu.fr

2. Identification du PLU
2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))
PLU
2.2 Intitulé du document
PLU de la commune de COLOMBIER SAUGNIEU
2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document
<ul style="list-style-type: none"> - Révision du Plan Local d'Urbanisme approuvée le 28 juin 2017 - Mise à jour des annexes du PLU établie par arrêté du Maire n° 2019/30 en date du 1er mars 2019 afin de prendre en compte les servitudes d'utilité publique instituées autour des canalisations de transport de matières dangereuses par l'arrêté préfectoral n° 69-2018-11-22-012 du 22 novembre 2018 - Modification n° 1 du PLU approuvée le 26 février 2020 - Mise à jour des annexes du PLU établie par arrêté du Maire n° 2021/182 en date du 7 décembre 2021 pour intégrer deux arrêtés ministériels et un arrêté interpréfectoral pour le captage du Reculon - Une mise à jour des annexes du PLU a été établie par arrêté du Maire n° 2022/116 en date du 10 octobre 2022 pour intégrer l'arrêté interpréfectoral instituant des SUP autour des canalisations de gaz naturel - Modification n° 2 du PLU approuvée le 12 octobre 2022 - Une mise à jour des annexes du PLU a été établie par arrêté du Maire n° 2022/137 en date du 12 décembre 2022 pour compléter ou remplacer des pièces des annexes (carte de susceptibilité « retrait-gonflement des sols argileux, plan de prévention du bruit de l'aéroport, l'annexe des SUP, l'arrêté interpréfectoral relatif au classement des voies bruyantes et le plan des secteurs affectés par le bruit) - Géoportail de l'urbanisme
2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU
Commune de COLOMBIER SAUGNIEU
2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)
<p>Evolutions des documents graphiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Suppression d'emplacements réservés  - Réduction de la zone non aedificandi  - Prise en compte du PAC SCAL (nouvelles zones de danger)  <p>Evolutions du règlement écrit et OAP :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ouverture à la production de logements sociaux à des logements en BRS (bail réel solidaire) pour 6 au plus sur les 12 au moins à réaliser sur le secteur de Plambois (OAP n° 2)  - Majoration de la hauteur des constructions sur une parcelle de la zone d'activités où pourrait être implanté un hôtel ou immeuble de bureaux valant signal en entrée d'agglomération de Colom  de 12 mètres à 16 mètres - Prise en compte du PAC SCAL (nouvelles zones de danger)  - Correction de deux erreurs matérielles - Précision aux zones U à vocation mixte que les pergolas de moins de 20 m² n'entrent pas dans le calcul de l'emprise au sol <p>L'ensemble des extraits des secteurs du territoire concernés est illustré dans la notice de présentation du dossier de modification simplifiée n° 1 jointe avec les autres pièces du PLU objet d'évolutions.</p>



3. Contexte de la planification
3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du document et date d'approbation :
SRADDET Auvergne Rhône-Alpes approuvé le 10 avril 2020
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
SCOT de l'agglomération lyonnaise approuvé le 16 décembre 2010 et modifié le 19 mai 2017
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
SDAGE Rhône Méditerranée 2022-2027 arrêté le 21 mars 2022, en vigueur le 4 avril 2022 SAGE de l'Est lyonnais (en cours de révision) et sur la frange Est du territoire le SAGE de la Bourbre (également en cours de révision et dont l'approbation est prévue à l'horizon 2024)
3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU
Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
Décision N° 2022-ARA-KKU-2601 en date du 2 mai 2022 de la Mission Régionale d'autorité environnementale pour la modification n° 2 du PLU
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ?
<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'actualisation
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

<p>Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet</p>
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>

<p>4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine</p>
<p>4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique</p>
<p>Modification simplifiée - articles L 153-36 à L 153-48 du code de l'urbanisme</p> <p>La Commune a décidé, conformément au code de l'urbanisme, notamment aux articles L. 153-36 à L. 153-48 de modifier le règlement (partie écrite et documents graphiques) et les OAP du PLU sans toutefois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) ; - réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière, - réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance, - ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier ; - créer des orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté ; <p>Considérant que cette évolution du document d'urbanisme n'a pas pour effet de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan, sauf exceptions visées par le code de l'urbanisme ; - diminuer ces possibilités de construire ; - réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ; <p>l'évolution du Plan local d'urbanisme relève donc du champ d'application de la procédure de modification simplifiée telle que prévue par l'article L.153-45 du code de l'urbanisme.</p> <p>A noter, les évolutions de la modification simplifiée n° 1 sont sans incidence sur les superficies et la consommation des espaces, ainsi que sur l'environnement.</p>
<p>4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU</p>
<p>4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)</p>
<p>2744 habitants au recensement de 2020, estimés à 2861 en 2023</p>

4.2.2 Caractéristiques spatiales

Superficie totale (en hectares)	2777,00			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
zones U	102,77	37,01 %	inchangées	
zones 1 AU	63,0	2,27 %		
zones 2 AU	0,5	0,02 %		
zones A	1454,6	53,38 %		
zones N	231,2	8,33 %		
Total	2777,0	100 %		

4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

« Les différents enjeux et objectifs affichés visent à tendre, à terme, à une **limitation de la consommation de l'espace** que ce soient des surfaces agricoles et/ou naturelles destinées au développement urbain en général, y compris infrastructures et équipements, **et à la poursuite de la lutte contre l'étalement urbain** par la limitation de l'urbanisation.

Concernant en particulier le secteur défini entre l'A432, la RD 29 et le chemin de la Chaume au Sud-Ouest du site d'enfouissement des déchets, ces orientations sont retenues afin de maintenir l'équilibre entre les espaces nécessaires au développement urbain et ceux préservés à une vocation agricole et/ou naturelle. Il est de plus rappelé, notamment au regard des prescriptions de la DTA Directive Territoriale d'Aménagement de l'aire métropolitaine lyonnaise, en matière d'urbanisation à vocation d'habitat et économique, que la superficie des zones urbanisées ou urbanisables en vigueur au 1^{er} mars 2005, ne peut pas être augmentée sauf adaptations mineures définies en accord avec l'Etat et la maîtrise d'ouvrage du SCOT concerné.

Thématique Habitat

... Les objectifs, énoncés ci-avant, de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain visent à une **réduction de près de 20 hectares les besoins en foncier pour l'habitat** pour un volume de logements deux fois et demi à trois fois plus important en comparaison des objectifs poursuivis en 2005.

Cette évolution permet en particulier, de préserver de l'urbanisation, l'espace faisant la liaison entre Colombier et le hameau de Montcul, identifiée en coupure verte et corridor écologique, ainsi que la partie Sud du hameau de Saugnieu.

- **réduire progressivement la surface moyenne consommée par logement**, c'est-à-dire augmenter la densité globale de logements par hectare, par l'optimisation du foncier compris dans les enveloppes urbaines de Colombier, Montcul et Saugnieu.

L'analyse des espaces consommés depuis 40 ans pour l'habitat, montre une moyenne de :

- 3,6 hectares par an entre 1970 et 1980 (développement lié à celui de l'aéroport notamment) ;
- 0,3 hectare par an entre 1980 et 2011 ;

Un des objectifs du PLU est de poursuivre cette consommation foncière vertueuse pour la production de logements mais pour un volume plus important estimée à 0,6 hectare par an pour les douze prochaines années correspondant aux dents creuses et aux secteurs dits d'extension de l'urbanisation.

Thématique Equipements

Le développement des équipements scolaires notamment au hameau de Montcul et des équipements de sports et loisirs autour de l'espace déjà aménagé et dédié à cette vocation entre Saugnieu et Colombier, pourrait nécessiter 6,4 hectares au total. Ils permettront d'adapter progressivement les équipements à la croissance et aux besoins de la population.

A noter que ces secteurs ont été réduits au hameau de Montcul par rapport aux surfaces envisagées en 2005.

Thématique Activités économiques

Environ 5 hectares sont encore disponibles dans la zone d'activités de Colombier.

A titre de comparaison, entre 1980 et 2011, 9 hectares environ ont été utilisés pour l'accueil d'activités économiques.

Thématique Infrastructures / déplacements

Plusieurs infrastructures liées aux déplacements à l'échelle supra-communale, présentes ou en projet impacteront le foncier agricole et/ou naturel parmi lesquels :

- le développement de l'aéroport sur environ 8,9 hectares,
- le Contournement Ferroviaire de l'Agglomération Lyonnaise (CFAL) dont l'emprise est estimée à 74 hectares,
- le projet de liaison ferroviaire Lyon-Turin sur près de 19 hectares,
- la déviation de la RD 29 sur près de 14 hectares.

Soit au total 115,9 hectares. »

L'ensemble des orientations du PADD concurrencent à une modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain. Le projet vise à une réduction de près de 20 hectares les besoins en foncier pour l'habitat pour un volume de logements deux fois et demi à trois fois plus important en comparaison des objectifs poursuivis en 2005. Concernant les équipements publics et les activités économiques, le projet ne prévoit pas d'extension en comparaison des surfaces dédiées au PLU de 2005 mais uniquement une réorganisation des espaces pour les équipements. Les espaces agro-naturels seront en revanche fortement impactés par les infrastructures liées aux déplacements soit près de 116 hectares en lien avec les projets de Contournement Ferroviaire de l'Agglomération Lyonnaise et de liaison ferroviaire Lyon-Turin en particulier.

4.3 Caractéristiques de la procédure
4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure
<ul style="list-style-type: none"> ▪ des corrections des documents graphiques liées à la mise à jour des emplacements réservés et à la réduction d'une zone non aedificandi, ainsi qu'à la prise en compte du Porter à Connaissance (PAC) de la société « SCAL » mettant à jour les zones de danger reportées à partir du PAC en date du 27 janvier 2005, ▪ des évolutions très ponctuelles du règlement écrit liées à deux erreurs matérielles, aux évolutions législatives des destinations et sous-destinations et à la prise en compte de projets tel que sur le secteur de Plambois et sur la zone d'activités / tranche 5 en entrée de Colombier, mais aussi à la précision de la règle applicable pour l'installation de pergolas quant à l'emprise au sol pouvant être comptée, ainsi qu'à la prise en compte des préconisations du PAC SCAL dans les zones d'effet, ▪ la possibilité sur le secteur d'OAP de Plambois de réaliser au plus 6 logements en BRS en lieu et place de logements locatifs sociaux sur les 12 prévus à minima, en cohérence avec le règlement écrit (4.1) et la liste des secteurs de mixité sociale (4.1.a).
4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
<p>Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?</p> <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
<p>Sur le hameau de Montcul, la bande non aedificandi en bordure de l'ancienne RD 29 (route de Crémieu) est réduite de 20 mètres à 5 mètres sur 4 parcelles classées en zone Uc (tissu pavillonnaire peu dense), soit environ 100 ml. Le talus boisé reste préservé au regard du maintien de cette bande de 5 mètres dans laquelle tout nouvel accès est interdit.</p> <p>A noter également, sans incidence toutefois sur la densité, dans les zones U à vocation mixte, le projet de modification simplifiée n° 1 du PLU précise que les pergolas d'une surface inférieure ou égale à 20 m², y compris bioclimatiques, sous réserve de ne pas être fermées en façade n'entrent pas dans l'emprise totale des constructions sur l'unité foncière concernée.</p>

4.3.4 La procédure a pour objet :
- de créer un espace boisé classé <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de déclasser un espace boisé classé <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de créer de nouvelles protections environnementales <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur
- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la rubrique 3.1 , intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les effets
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure			
5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Annexe II

Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Au regard des ICPE présentes sur le territoire, notamment en lien avec l'activité aéroportuaire.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	A noter que même s'il n'existe pas de servitudes, la procédure de modification simplifiée n° 1 du PLU de COLOMBIER SAUGNIEU vise justement à la prise en compte du Porter à Connaissance (PAC) de la société « SCAL » de mars 2023 mettant à jour les zones de danger reporté à partir du PAC en date du 27 janvier 2005 en l'absence de SUP instituées.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :			
	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Annexe II

D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?

☐ Oui

☒ Non

Si oui, précisez :

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

6. Auto-évaluation

L'auto-évaluation doit **identifier** les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et **expliquer** pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).

7. Autres procédures consultatives

7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées

Janvier 2024

7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)

Notification à l'Etat et aux PPA

7.3 Procédure de participation du public envisagée

- enquête publique

☐ Oui

☒ Non

- participation du public par voie électronique

☐ Oui

☒ Non

- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures

☐ Oui

☒ Non


Si oui, préciser lesquelles

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- autre, préciser les modalités

Mise à disposition du public définie par délibération du Conseil municipal estimée en avril

8. Annexes		
8.1 Annexes obligatoires		
1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations (<i>rubrique 2.5</i>).	<input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation (<i>rubrique 6</i>)	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input type="checkbox"/>
8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant		
Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent		
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.		

9. Engagement et signature			
Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus (personne publique responsable)			
Fait à	COLOMBIER SAUGNIEU	le	3 janvier 2024
Nom	MARMONIER	Prénom	Pierre
Qualité	Maire de COLOMBIER SAUGNIER (69)		
Signature Pierre MARMONIER Maire de Colombier Saugnieu SIGNATURE 			

Annexe / L'auto-évaluation

L'auto-évaluation identifie les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et explique pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Préambule

L'objectif poursuivi est d'établir que le projet de modification du PLU (article L.153-36 du code de l'urbanisme) n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et, par conséquent, ne nécessite pas la réalisation d'une évaluation environnementale.

1. La susceptibilité d'affecter significativement un site Natura 2000

Aucun site appartenant au réseau Natura 2000 [Site d'Importance Communautaire (SIC), Zone Spéciale de Conservation (ZSC) ou Zone de Protection Spéciale (ZPS)] n'est délimité sur le territoire communal de Colombier Saugnieu ou sur une commune limitrophe à savoir :

- pour le département du Rhône : Genas, Pusignan, Saint-Bonnet-de-Mure, Saint-Laurent-de-Mure,
- pour le département de l'Isère : Chamagnieu, Charvieu-Chavagneux, Janneyrias, Satolas-et-Bonce et Tignieu-Jamezieu.

Le site Natura 2000 le plus proche se situe à l'Est de la commune, à plus de 2 kilomètres, dans le département voisin de l'Isère au-delà de la vallée de la Bourbre. Il s'agit de la Zone Spéciale de Conservation (Z.S.C.) FR 8201727 "Isle Crémieu", dont les délimitations les plus proches se localisent sur la commune de Panossas et sur celle de Villemoirieu.

Les étendues naturelles de Colombier Saugnieu n'appartiennent pas à la même unité biogéographique que les habitats naturels qui constituent l'Isle Crémieu et n'entretiennent par conséquent aucun lien fonctionnel direct avec ce site Natura 2000.

En ce qui concerne les sites d'importance communautaire du département du Rhône, ils se localisent, pour les plus proches, à plus de 7 kilomètres :

- au Nord-Ouest pour le site FR 8201785 : "Pelouses, milieux alluviaux et aquatiques de l'île de Miribel-Jonage",
- au Nord pour le site FR 8201638 : "Milieux alluviaux et aquatiques du fleuve Rhône de Jons à Anthon",
- au Nord-Est pour le site FR 8201653 : "Basse vallée de l'Ain, confluence Ain-Rhône".

Aussi, les dispositions prises dans le cadre du PLU de Colombier Saugnieu n'occasionnent aucune incidence directe sur ces espaces naturels directement liés aux milieux alluviaux du Rhône et de la vallée de l'Ain et qui s'étendent au-delà des espaces urbanisés de Pusignan, de Janneyrias et de l'agglomération Pontoise.

En revanche, la prise en compte de la nécessaire protection des étendues agro-naturelles au PADD de Colombier Saugnieu et sa traduction dans le cadre du présent document d'urbanisme au plan de zonage :

- tramages spécifiques vis-à-vis des secteurs d'intérêt écologique et des zones humides,
- orientations d'aménagement et de programmation générales applicables au réseau bocager,

permettent d'accroître significativement la préservation des espèces d'intérêt communautaire qui fréquentent potentiellement les habitats naturels de Colombier Saugnieu.

On notera également que le PLU assure la protection des étendues agro-naturelles présentes le long de la Bourbre, par leur classement en zones naturelles protégées (zone N) ou en zone agricole à enjeux naturel et paysager. Ces dispositions vont dans le sens de la préservation de ces habitats et de leurs fonctionnalités indispensables aux espèces d'intérêt communautaire inféodées aux habitats aquatiques dont le castor d'Europe.

Le projet de modification simplifiée n° 1 ne concerne ou n'affecte aucune disposition visant à la préservation des espaces agro-naturels ou de secteurs d'intérêt écologique ou de zones humides ou d'espaces boisés classés ou éléments naturels remarquables du paysage.

2. La procédure a-t-elle un effet sur la consommation des espaces naturels, agricoles ou forestiers ?

Le projet de modification simplifiée n° 1 ne prévoit aucune extension de zone urbaine ou ouverture à l'urbanisation de zone à urbaniser impliquant la réduction d'espaces ou de zones agricoles ou naturelles, ni aucune consommation d'espace en vue d'aménagement ou d'artificialisation des sols.

Au contraire, la réduction de l'emplacement réservé R2 pour l'extension du cimetière de Saugnieu en excluant la parcelle ZE 27 limite l'impact sur les espaces agro-naturels. La surface de l'ER 2 passe de 8 314 m² à 5160,85 m².

Ainsi, les points d'évolution ayant un effet sur la consommation des espaces naturels, agricoles ou forestiers et sur la préservation d'autres espaces naturels, agricoles ou forestiers portent la réduction de 3 153,15 m².

D'autre part, aucun espace naturel, espace boisé classé ou élément naturel remarquable du paysage n'est affecté par la modification simplifiée n° 1 du PLU. Celle-ci ne génère pas d'effet notable sur l'environnement, ni ne porte atteinte aux milieux naturels et à leurs fonctionnalités.

3. La procédure a-t-elle des incidences sur une zone humide ?

Les points d'évolution ne concernent aucune zone humide.

Il est à rappeler que les zones humides du territoire identifiées dans le cadre du diagnostic font systématiquement l'objet d'un tramage spécifique "Zh". Ces zones humides sont classées en zone N et ponctuellement en zone A au PLU.

En effet, le code de l'urbanisme permet d'identifier des « sites et secteurs à protéger », correspondant aux zones humides inventoriées sur le territoire (indice Zh) issues de l'inventaire du CEN Isère et du département du Rhône (cf. Etat initial de l'environnement du Rapport de présentation du PLU approuvé en 2017) et « espaces contribuant aux continuités écologiques et à la trame verte et bleue » (indice Co).

Afin de protéger les zones humides de la vallée de la Bourbre, en limite Est de la commune, un tramage spécifique sur le document graphique permet de repérer ce secteur et renvoie aux dispositions du sous-secteur Zh dans le règlement (partie écrite) interdisant les affouillements et exhaussements, drainage et tous les travaux non compatibles avec une bonne gestion des milieux humides.

4. La procédure a-t-elle des incidences sur l'eau potable ?

Les différents points inscrits dans la présente modification simplifiée n° 1 du PLU sont sans incidence sur l'eau potable qu'il s'agisse de la protection de la ressource ou de la consommation. Ils sont en dehors ou n'affectent pas des périmètres de protection d'alimentation en eau potable. Ils sont, le cas échéant, desservis par le réseau d'alimentation en eau potable de la commune.

Il est à rappeler que la protection des captages implantés sur la commune de Colombier Saugnieu est assurée par l'inscription d'un indiçage spécifique correspondant aux limites des périmètres de protection (immédiate, rapprochée et éloignée) des captages et aux préconisations afférentes. En effet, les enjeux environnementaux particuliers font l'objet de sous-secteurs proposant des dispositions générales pour la préservation de la ressource en eau potable attachée au captage d'Azieu avec un indice « pe » (périmètre éloigné).

En ce qui concerne les zones naturelles (zones N), le PLU révisé a permis un accroissement des superficies cumulées de ces espaces de l'ordre de 27,5 hectares par rapport au document d'urbanisme précédent, notamment en intégrant la prise en compte des parcelles couvertes par les périmètres de protection du captage d'alimentation en eau potable du Reculon implanté dans la plaine de la Bourbre.

Des mesures spécifiques sont intégrées au règlement afin de garantir l'entière protection de ces sources d'alimentation en eau potable. La mise en œuvre du PLU participe donc ainsi à la préservation des ressources en eau conformément à un des objectifs de développement durable inscrits également au PADD de la commune à plusieurs reprises. Le PLU a pris en compte l'ensemble des orientations du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Rhône Méditerranée, et du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de l'Est lyonnais et du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de la Bourbre, avec en particulier la protection des zones d'alimentation des captages d'eau potable par la mise en œuvre de dispositions spécifiques aux documents réglementaires du PLU de Colombier Saugnieu (secteurs pr, et pe) permettant d'assurer la protection des captages de la plaine de l'Est lyonnais (Puits d'Azieu d'Aéroports de Lyon) et du captage de Reculon dans la plaine de la Bourbre.

Il est à noter que des servitudes d'utilité publique vise également à la protection de la ressource en eau (servitude AS1). Des périmètres de protection sont définis pour les captages d'alimentation en eau potable d'Azieu situé sur la commune de Genas mais dont le périmètre de protection éloigné concerne pour partie Colombier Saugnieu en limite Nord-Ouest de la commune et du Reculon à l'Est de la commune.

5. La procédure a-t-elle des incidences sur la gestion des eaux pluviales ?

Les différents points inscrits dans la présente modification simplifiée n° 1 du PLU sont sans incidence sur la gestion des eaux pluviales.

Il est rappelé que le zonage des eaux pluviales mis en place dans le cadre de la révision du PLU en 2017 permet de poursuivre la protection des milieux récepteurs en accord avec les exigences supra-communales (notamment celles énoncées SDAGE, au SAGE de l'Est lyonnais et au SAGE de la Bourbre).

En ce qui concerne les eaux pluviales, la commune bénéficie d'ores et déjà d'un réseau séparatif particulièrement développé dans les zones urbanisées, ce qui est particulièrement favorable pour une gestion durable de l'eau. Le diagnostic réalisé dans le cadre du zonage d'assainissement eaux pluviales démontre que le "système de gestion des eaux pluviales à l'échelle de la commune fonctionne correctement" même si très localement des solutions sont à mettre en œuvre pour pallier à un problème de fonctionnement de puits d'infiltration dans le secteur de Sablon. Pour les nouvelles constructions entraînant des imperméabilisations un système de traitement à la parcelle (rétention / infiltration) est recherché. Ces prescriptions sont reprises dans les orientations générales applicables aux secteurs d'OAP de Colombier Saugnieu. A noter également, la recherche d'une gestion alternative des eaux pluviales (noues, bassins paysagers) doit être privilégiée par rapport aux solutions techniques (canalisations, réservoirs,...).

6. La procédure a-t-elle des incidences sur l'assainissement ?

Les différents points inscrits dans la présente modification simplifiée n° 1 du PLU sont sans incidence sur l'assainissement des eaux usées en l'absence de rejets supplémentaires ou sur le système de collecte ou traitement.

Pour rappel, l'aéroport Lyon Saint-Exupéry dispose de son propre réseau de collecte des eaux usées, celles-ci étant traitées à la station d'épuration de Jonage.

Sur le reste du territoire, la commune dispose de la compétence Assainissement dont la gestion a été déléguée à l'entreprise SOGEDO, via un contrat d'affermage, dont la mission consiste à la collecte des eaux usées, l'entretien du réseau d'assainissement et le traitement des eaux usées.

Le réseau, entièrement de type séparatif (donc sans déversoirs d'orages), s'étend sur un linéaire d'environ 23 kilomètres.

En raison de la topographie du territoire et d'une urbanisation constituée de trois secteurs dont le lien s'effectue par Colombier, le réseau compte 9 postes de relèvement ou refoulement qui permettent d'acheminer l'ensemble des eaux usées jusqu'à la station d'épuration (STEP) communale.

7. La procédure a-t-elle des incidences sur le paysage ou le patrimoine bâti ?

Le PLU à travers son Règlement (documents graphiques et partie écrite) préserve les composantes paysagères structurantes du territoire de Colombier Saugnieu tout en permettant une intégration optimale des extensions et des aménagements à venir.

Le projet de modification simplifiée n° 1 du PLU n'engendre aucune incidence sur le paysage ou le patrimoine bâti. La majoration de la hauteur maximale de 12 mètres à 16 mètres uniquement au droit du carrefour giratoire en entrée de Colombier par la zone d'activité (tranche 5) vise à permettre la construction d'un projet signal d'hôtel ou d'immeuble. Ce potentiel projet intégré dans la tranche 5 de développement de la zone d'activités participera à la qualité globale de l'aménagement de l'entrée d'agglomération prenant en compte les principes inscrits à l'OAP et les cahiers des charges de cession de terrain en cours de rédaction finalisant l'étude pré-opérationnelle portée par la CCEL.

8. La procédure concerne-t-elle des sols pollués, a-t-elle des incidences sur les déchets ?

La procédure ne concerne aucun sites pollués ou susceptibles d'être pollués.
Elle n'a pas d'incidence sur les déchets (volume, collecte ou traitement).

9. La procédure a-t-elle des incidences sur les risques et nuisances ?

Aucun point d'évolution de la procédure n'a d'incidence sur les risques naturels. La traduction réglementaire de la carte des aléas reste inchangée.

Concernant les risques technologiques, le projet de modification simplifiée n° 1 prend en compte le Porter à Connaissance (PAC) de la société « SCAL » de mars 2023 mettant à jour les zones de danger reportées à partir du PAC en date du 27 janvier 2005 avec le report des secteurs d'effets au document graphique 4.2.b au 1/10 000ème. Les secteurs Z1 et Z2 sont supprimés et remplacés par les enveloppes des territoires exposés à des effets létaux significatifs (SELS), à des effets létaux (SEL), à des effets irréversibles (SEI) et à des effets indirects. Le Règlement écrit reprend littéralement les prescriptions du PAC de mars 2023 pour chacun des territoires affectés.

A noter que différents arrêtés du Maire ont permis de mettre à jour les annexes du PLU, en particulier celui du 12 décembre 2022 ayant permis de compléter ou remplacer des pièces des annexes, notamment la carte de susceptibilité « retrait-gonflement des sols argileux, le plan de prévention du bruit de l'aéroport, l'annexe des SUP, l'arrêté interpréfectoral relatif au classement des voies bruyantes et le plan des secteurs affectés par le bruit.

10. La procédure a-t-elle des incidences sur l'air, l'énergie, le climat ?

Les évolutions prévues par la modification simplifiée n° 1 du PLU sont réellement mineures et n'ont pas de conséquences sur les formes urbaines ou la densité.

Elles ne sont donc pas de nature à produire des îlots de chaleur urbaine, au contraire en clarifiant la règle de calcul de l'emprise au sol en excluant les pergolas, y compris bioclimatiques, du calcul de l'emprise au sol des constructions. Elles sont sans limitation vis-à-vis de la production d'énergie renouvelable.

Elles ne sont pas de nature à empêcher la dispersion des polluants atmosphériques. Elles n'ont pas d'incidence sur la qualité de l'air.